

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** (C. C. A. P.)

**Marché de prestations de conseil et de représentation juridiques  
pour le GHT LORRAINE NORD**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :**

*La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée selon les articles  
R.2123-1-3° et R.2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande Publique*

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 7 janvier 2025 à 12h00**

## **ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANTE**

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signé les marchés.

Entant qu'établissement support du GHT LORRAINE NORD, il agit pour la présente consultation en son nom et pour le compte des établissements suivants :

**Centre Hospitalier de BRIEY :**

31 Avenue Albert de BRIEY, 54150 BRIEY

**Centre Hospitalier Le Secq de Crépy :**

1, rue de l'Hôpital, 57220 BOULAY

**Etablissement Public Départemental de Santé :**

163, rue de la Meuse, 57680 GORZE

**EHPAD Creutzwald :**

19 rue de la Forêt

57150 Creutzwald.

## **ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet des prestations de conseil et de représentation juridiques au CHR de Metz Thionville.

Les spécifications techniques des prestations donnant lieu au marché sont fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

## **ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ**

Le marché sera conclu à compter de sa notification **pour une durée de 24 mois, reconductible 1 fois 24 mois.**

La reconduction est tacite. A l'inverse, en cas de non reconduction, celle-ci est prononcée de manière expresse avec un préavis de 3 mois avant l'échéance considérée.

## **ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT**

Le présent marché est constitué des 10 lots suivants :

- Lot 1 : Droit de la fonction publique hospitalière et des agents publics,
- Lot 2 : Droit des contrats publics,
- Lot 3 : Droit pénal,
- Lot 4 : Droit civil,
- Lot 5 : Droit de l'urbanisme et de l'aménagement,
- Lot 6 : Droit d'Alsace-Moselle,
- Lot 7 : Droit de l'environnement,
- Lot 8 : Droit des autorisations sanitaires et collaboration des établissements de santé publics et privés,
- Lot 9 : droit de la propriété intellectuelle
- Lot 10 : Avocats postulant aux Conseils : CE et Cour de cassation.

Le marché est un accord cadre à bons de commande multi-attributaires : 3 attributaires sont retenus par lot. Les prestataires par lot seront sollicités à la discrétion du CHR selon les dossiers et sujets à traiter.

Il est conclu sans minimum quel que soit le lot et avec les montants maximums fixés ci-après :

- Lot 1 : Droit de la fonction publique hospitalière et des agents publics : 115 000 € TTC maximum / an
- Lot 2 : Droit des contrats publics : 115 000 € TTC maximum / an
- Lot 3 : Droit pénal : 115 000 € TTC maximum / an
- Lot 4 : Droit civil : 35 000 € TTC maximum / an
- Lot 5 : Droit de l'urbanisme et de l'aménagement : 35 000 € TTC maximum / an
- Lot 6 : Droit d'Alsace-Moselle : 35 000 € TTC maximum / an
- Lot 7 : Droit de l'environnement : 35 000 € TTC maximum / an
- Lot 8 : Droit des autorisations sanitaires et collaboration des établissements de santé publics et privés : 115 000 € TTC maximum / an
- Lot 9 : droit de la propriété intellectuelle : 35 000 € TTC maximum / an
- Lot 10 : Avocats postulant aux Conseils : CE et Cour de cassation : 35 000 € TTC maximum / an.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La notification du marché vaut bon de commande pour la mise en place de la prestation.

## **ARTICLE 5 – PRIX**

### **5-1-Contenu des prix :**

Les prestations seront réglées selon les tarifs fixés dans l'annexe financière (annexe BPU à l'acte d'engagement).

Les prestations seront réglées selon les tarifs fixés à la présente annexe financière.

Le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais résultants des dispositions et des charges qui en découlent pour l'attributaire, notamment les frais de déplacement, de visite, d'hébergement y compris pour les personnels mandatés par le titulaire pour l'accomplissement des prestations.

### **5-2- Forme des prix :**

Les prix des prestations sont fermes pour la première année du marché.

Les prix sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire selon la formule ci-dessous. Ils doivent être transmis au CHR un mois avant leur prise d'effet.

$$C_n = (\text{syntec} / \text{syntec } 0)$$

dans laquelle :

- $C_n$  est le coefficient de révision appliqué aux prix ;
- syntec 0 est l'index de référence au mois zéro (décembre 2024)

- syntec est le dernier index de référence connu au mois de révision.

## **ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Pi, le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et l'annexe 1 (annexe financière BPU),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services C.C.A.G.-Pi
- offre technique du prestataire retenu
- documents PROC00054 et PROC00055

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations attendues sont définies dans le CCTP.

## **ARTICLE 8 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Le titulaire du présent marché est responsable de ses agissements et de ses préposés, dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire devra justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au tiers du fait d'accident :

- par son personnel salarié en activité sur les différents sites du CHR Metz-Thionville
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation
- du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire.

Il s'engage, sur toute demande faite par le Centre Hospitalier à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés, le CHR de Metz Thionville se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de non production persistante des pièces relatives à la police d'assurance.

## **ARTICLE 9 – INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses éventuelles d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 10 - AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

### **AVANCE FORFAITAIRE**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, si le titulaire du marché en a réclamé le bénéfice par écrit à l'acte d'engagement.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

Pour un contrat de maintenance à l'attachement, le montant de l'avance est liée au montant du bon de commande de prestations à l'attachement : tout ordre de service ou bon de commande atteignant 50 000 € H.T. ouvre droit à l'avance forfaitaire.

Le versement se fera alors dans les 50 jours suivant la notification du marché.

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR Metz-Thionville la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR Metz-Thionville, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **ARTICLE 11 - PAIEMENT**

### **11-1-Présentation des demandes de paiement**

Les factures doivent être libellées à l'attention de l'établissement concerné.

Elles sont envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.**

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	A demander à l'établissement
CH de BRIEY	265.400.200.00019	A demander à l'établissement
CH de BOULAY	265.700.179.00012	A demander à l'établissement
EPDS de GORZE	265.703.041.00029	A demander à l'établissement
EHPAD SANS SOUCI	265.702.399.00014	A demander à l'établissement

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€) à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement, seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- l'objet du marché ou des prestations réalisées,
- le montant hors T.V.A. de la prestation,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées,
- la date de la facturation.

### **11-2-Délai de paiement**

Conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Les factures sont expédiées au fur et à mesure de l'accomplissement des prestations.

### **11-3-Suspension du délai global de paiement**

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 11-1 supra ne pourra être acceptée, et pourra donner lieu à notification d'un sursis au paiement.

Le sursis de paiement est opposable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

Le mode de règlement est le virement administratif.

## **ARTICLE 12 - PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-Pi, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

### Pénalités pour retard de production d'actes et tous documents écrits :

lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du prestataire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de : 50 € TTC.

### Pénalités pour absence à une audience si elle est requise :

en cas d'absence à une audience dès lors qu'elle est requise, une pénalité d'un montant équivalent à 2 fois le prix unitaire figurant au BPU sera appliquée.

Pénalités pour absence non justifiée à une réunion programmée :

en cas d'absence non excusée à une réunion programmée, une pénalité d'un montant forfaitaire de : 100 € TTC par cas constaté.

Les pénalités s'exécutent sur simple constat d'un manquement. Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3, il ne sera fait aucune exonération selon les montants des pénalités.

#### **ARTICLE 13 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Il sera fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG PI.

#### **ARTICLE 14 – RESILIATION**

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 36 à 42 du C.C.A.G. sous réserve de la dérogation suivante :

par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 15 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame L'Inspectrice Générale des Finances  
Rue des frères Lacretelle 57070 Metz  
tél. : 03 87 65 17 60,  
fax : 03 87 65 17 99.  
e-mail : [T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)

#### **ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

#### **ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU CCAG PI**

L'article 6 du CCAP déroge aux articles 4.1 du C.C.A.G. – PI.

L'article 12 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G. – PI

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 40 du C.C.A.G. – PI

Fait à Metz, le 22 novembre 2024

La Directrice des Achats, de la Logistique  
et de l'Hôtellerie

K. REBELO-SEWASTIANOW



